

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUARTZ DE HAGUENAU

2 rue du Moulin
67500 BATZENDORF

Code AIOT : 0006700008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement QUARTZ DE HAGUENAU implanté HARDT RECHTS - 67500 BATZENDORF. L'inspection a été effectuée de façon inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement par une riveraine et par la communauté d'agglomérations de Haguenau, l'OFB a constaté le 08/09/2023 une pollution du ruisseau du Château-Walk. Identifiant l'ICPE Quartz de Haguenau comme source potentielle de la pollution, une visite conjointe de l'Inspection des installations classées et de l'OFB a été conduite le 15/01/2024.

A la suite de cette inspection, la société QUARTZ de HAGUENAU a été mise en demeure de se conformer aux dispositions techniques et obligations réglementaires prescrites par son arrêté préfectoral d'autorisation et par les arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les installations classées relevant des activités de carrière et de traitement des minéraux extraits.

L'inspection du 30/05/2024 avait pour but de contrôler le retour à la conformité de l'exploitation de la carrière exploitée par la société QUARTZ DE HAGUENAU à BATZENDORF.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUARTZ DE HAGUENAU
- HARDT RECHTS - 67500 BATZENDORF
- Code AIOT : 0006700008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société QUARTZ DE HAGUENAU exploite depuis 1996 une carrière de matériaux alluvionnaires, située sur le territoire de la commune de BATZENDORF dans le département du Bas-Rhin.

L'ensemble de ses activités est actuellement couvert par l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 autorisant :

- L'exploitation de la carrière (production annuelle moyenne de 165 000 t/an) ;

- Les installations de traitement d'une puissance totale installée de 1 800 kW.

Cette autorisation préfectorale est accordée pour une durée de 18 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets des eaux de ruissellement et de procédés
- Rapports d'accidents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de l'inspection :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Eaux superficielles - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1, point 1	Levée de la mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Documents d'exploitation - Rapports d'accident	Arrêté Préfectoral du 19/03/2024, article 1, point 2	Levée de la mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence le retour au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 autorisant l'exploitation de la carrière, dont le non-respect avait conduit à la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 19/03/2024 :

- dispositif interdisant le rejet des eaux de traitement et des eaux de ruissellement hors du périmètre du site (AP du 19/12/2013, Art. 6.12) ;
- transmission à l'inspection du rapport d'accident d'exploitation (AP du 19/12/2013, Art. 1.10), le 24/06/2024 par courriel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux superficielles - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Eaux pluviales - eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Art. 6.12 - Eaux pluviales - Eaux de ruissellement "[...] Les rejets à l'extérieur du site sont interdits."
Constats : L'inspection constate la présence d'un merlon interdisant les rejets des eaux de surface, pluviales et de traitement au sud du périmètre de l'exploitation, sur une longueur d'environ 200 m, au long de la zone de traitement et de stockage et au long des bassins de décantation. Ce constat établit le retour à la conformité aux dispositions de l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013, objet du premier point de mise en demeure, à l'article 1 de l'arrêté du 19/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suites, levée de la mise en demeure

N° 2: Documents d'exploitation - Rapports d'accident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Documents d'exploitation - Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ou qui intéressent la sécurité et la salubrité publiques, la sécurité du personnel, l'intégrité des biens des tiers. Il précise notamment, dans un rapport transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident ;- les effets sur les personnes et sur l'environnement ;- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
Constats : L'exploitant déclare deux accidents d'exploitation survenus à l'automne 2023. Le premier événement relaté est une brèche dans le talus du second bassin de décantation avec déversement vers le sud et vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le second est l'affaissement du terrain au sud de la zone de traitement et de stockage des matériaux, avec écoulement d'eaux vers l'extérieur du périmètre. L'exploitant a transmis à la préfète, par courrier reçu le 20/06/2024 un rapport détaillant les incidents et accidents rencontrés et les mesures prises par l'entreprise en conséquence. Ce constat établit le retour à la conformité aux dispositions de l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013, objet du second point de mise en demeure, à l'article 1 de l'arrêté du 19/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suites, levée de la mise en demeure

* * *